

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Sages-femmes : vers la mise en place des laboratoires de compétences

CM
Libreville/Gabon

Dans l'optique d'améliorer l'apprentissage des étudiantes sages-femmes, l'Association nationale des sages-femmes du Gabon (ASFG), en partenariat avec le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et le ministère de la Santé, entend mettre à leur disposition des laboratoires de compétences. Soit des espaces dans lesquels ces apprenantes pourront s'initier aux gestes de soins sur des mannequins (prise en charge d'une femme en contraction, vaccination, prise de sang, etc.), avant de les pratiquer sur des sujets humains. Un atelier de validation du document qui norme ces laboratoires et dont les travaux ont été ouverts par le directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement Supérieur, Emmanuel Thierry Koumba, se tient depuis deux jours au Centre hospitalier uni-

versitaire de Libreville (CHUL), jusqu'à ce samedi. Ce dernier a salué ce travail qui va non seulement "assurer une meilleure formation pratique des sages-femmes, mais aussi soulager les enseignants dans leurs tâches en milieu académique comme en stage". Deux sites sont déjà prêts à accueillir les laboratoires de simulation au profit des étudiantes sages-femmes, dont une salle à l'ancienne Maternité Joséphine Bongo d'Owendo, et une autre au CHUL.

Deux sites sont déjà prêts à accueillir les laboratoires de simulation au profit des étudiantes sages-femmes, dont une salle à l'ancienne Maternité Joséphine Bongo d'Owendo, et une autre au CHUL.



Officiels et participants à l'ouverture de l'atelier de validation du document des normes des laboratoires de compétences.

Précision

Dans notre parution du 18 décembre, nous avons malencontreusement assimilé le Bet241 au PMUG. Le Bet241 est une entreprise à part entière, leader des paris sportifs au Gabon depuis 2013. Le chèque de 28 659 398 de francs CFA remporté par un fidèle parieur lui a été remis au siège du Bet241, situé à côté du Ballon d'or. Toutes nos excuses aux responsables de l'entreprise concernée et à nos lecteurs.

Maux et débat Sourire et grise mine

Avec la réouverture lundi du service « Alimentation » du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), les patients internés se frottent les mains, après deux longues années de diète. Cette reprise est à inscrire, selon les responsables de cette formation sanitaire, « dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité des soins aux malades hospitalisés ». Ce qui valait bien une cérémonie très médiatisée au cours de laquelle on a appris que « trois repas complets » seront quotidiennement servis aux patients, avec des menus variés et respectant les différents régimes des malades. Si cette décision est à saluer, il reste un grand défi à relever, celui de maintenir cette mesure dans la durée, comme l'ont promis les gestionnaires du CHUL. Car, entre la volonté de bien faire et le respect des engagements, il y a souvent un fossé que peuvent

creuser les réalités du terrain (problèmes financiers, détournements des denrées alimentaires par le personnel, mouvements de grève, ...). En effet, s'il y a détournement de médicaments dans les structures publiques de santé, ce ne sont pas les victuailles qui pourraient en échapper. D'où la nécessité de s'entourer des garanties et moyens de contrôles pour éviter les récriminations des patients sur la qualité du service. Et pour cause, si l'heure est au sourire au CHUL, dans d'autres hôpitaux publics, des malades font grise mine. Le cas de ce pensionnaire du Centre de gériatrie de Melen, qui a profité d'un micro à lui tendu par un bénévole, pour dire tout haut ce que d'autres malades vivent et pensent tout bas. En effet, dans un post « audio » du 13 décembre, le vieil homme, qui se présente comme un handicapé visuel, dénonce la malnutrition et la maltraitance dont ils seraient victimes. Là-bas, il

affiche qu'on leur sert quotidiennement du riz-poulet, « pendant qu'eux-mêmes chargent des sacs de nourriture qu'ils amènent dans leurs domiciles pour nourrir leurs familles », s'indigne ce patient qui y vit depuis trois ans. Ce « ils », ce sont les agents de santé affectés par l'État au service de ces malades pas comme les autres, parce que vulnérables et capricieux, fragilisés par l'âge, la maladie et surtout l'abandon de leurs familles. À la malnutrition s'ajouterait la stigmatisation. Pour le personnel, ils n'auraient aucun droit de revendiquer quoi que ce soit parce que leurs proches leur ont tourné le dos. À Max Limoukou, le patron du département de la Santé, d'aller, peut-être à l'improviste, y jeter aussi un coup d'œil de... médecin. Comme il l'a fait au CHU d'Owendo. courte, a été ressentie dans certaines localités des provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué, de l'Ogooué-Ivindo, de l'Ogooué-Maritime et du Woleu-Ntem. Des premières informations recueillies auprès des services techniques compétents, aucun dégât matériel et humain n'a été enregistré. C'est pourquoi, le Gouvernement, tout en demeurant vigilant, appelle l'ensemble de la population au calme et à la tranquillité et l'exhorte à vaquer librement à ses occupations. Pour information, le Gabon a déjà vécu d'autres séismes de ce genre et de très faible magnitude dont le dernier enregistré date d'il y a à peu près 15 ans. Il n'y a donc rien à craindre pour les populations".

Communiqué du gouvernement à la suite du tremblement de terre

"Le jeudi 19 décembre 2019 aux environs de 16 h 30 min, un séisme de faible magnitude a secoué notre pays pendant une dizaine de secondes, provoquant une légère panique et l'évacuation de quelques bâtiments publics et privés. Des données de référence en notre possession, il en ressort que l'épicentre de ce tremblement de terre d'une magnitude de 5.5 sur l'échelle de Richter, est situé à 90 km de Santé Antonio en République de São Tomé et Príncipe. L'onde de choc de cette secousse sismique a été ressentie en plus de São Tomé et Príncipe, au Gabon, en Guinée Équatoriale, en République du Congo et au large des côtes du Cameroun. Au Gabon particulièrement, cette secousse, assez